

24/09/2025

Palestine : les masques tombent

À propos de déclarations de dirigeants sionistes génocidaires

Alors que les quelques sionistes qui ont leur rond de serviette dans les *media* ont protesté contre la soi-disant « reconnaissance de la Palestine » par Macron en utilisant un langage désuet (argument des soi-disant « otages » et du désarmement de la Résistance), les dirigeants de l'État colonial sioniste ne se privent de nous rappeler crûment leur but.

Ainsi, Netanyahu a déclaré : « *Aucun État palestinien ne verra le jour à l'ouest du Jourdain.* ». May Golan, ministre de l'Égalité sociale et de l'Autonomisation des femmes a, elle, tenu des propos ouvertement génocidaires : « *Je suis personnellement fière des ruines de Gaza, et je suis fière que chaque bébé palestinien, même dans 80 ans, racontera à ses petits-enfants ce que les Juifs ont fait, qui ont assassiné leurs familles.* ».

Rappelons que ces propos n'ont rien de nouveau. Ayelet Shaked, alors ministre de la Justice du gouvernement ce centre-droit dirigé par Naftali Bennet et Yaïr Lapid, avait déclaré en 2016 : « *Les enfants palestiniens sont des petits serpents. Nous les tuons avant qu'ils ne grandissent.* ».

Le même Yaïr Lapid, aujourd'hui leader du bloc de centre gauche qui forme l'opposition officielle à Netanyahu, s'émue lui aussi de la pseudo « reconnaissance » et s'en prend à Netanyahu, au prétexte qu'il a été incapable de l'empêcher : « *La reconnaissance unilatérale par la Grande-Bretagne, l'Australie et le Canada d'un État palestinien est un désastre politique, une mauvaise décision et une récompense pour le terrorisme. Un gouvernement israélien efficace aurait pu empêcher cela. Grâce à un travail intelligent et sérieux, à un discours politique professionnel et à des informations correctes. Le gouvernement qui nous a provoqué la pire catastrophe sécuritaire de notre histoire nous provoque désormais également la crise politique la plus grave de notre histoire.* ».

Comme on peut le voir, tous les sionistes de quelque bord politique qu'ils soient sont d'accord sur l'objectif d'occuper toute la Palestine et de chasser ou tuer tous les Palestiniens.

Quant aux rododromes de Netanyahu, rappelons que le général de Gaulle avait dit un jour : « *Jamais le drapeau du FLN ne flottera sur Alger, et jamais nous ne négocierons avec le FLN* ». Pourtant, l'histoire en a décidé autrement.

Retour sur les intentions réelles de Macron

Avant son discours fade à l'ONU, où toutes les précautions oratoires afin de ne pas embêter les dirigeants sionistes ont été utilisées, Macron a révélé ses intentions dans une interview au *medium* sioniste Channel 12. Nous avons déjà eu l'occasion de détailler son but, largement exprimé lors de cet entretien : offrir une porte de survie à l'État colonial sioniste. Tentant peut-être d'expliquer aux dirigeants sionistes qu'il fallait accepter un pseudo État palestinien, il a eu ces mots terribles : « *Si l'on dit que tous ceux qui vivent à Gaza et tous ceux qui soutiennent l'idée d'un État palestinien sont de facto des partisans du Hamas, il n'y a pas d'autre issue à cette guerre que de tuer tout le monde. Et c'est terrible.* ». On en déduit, que, pour le « héros de la reconnaissance », il est licite de tuer tous les Palestiniens qui soutiennent la Résistance.

On peut ajouter cette justification de Macron pour la « reconnaissance », formulée, là encore, à l'intention des dirigeants sionistes : « *Sans un État palestinien, Israël sera un État binational dans lequel les Juifs seront minoritaires à terme, donc un État non démocratique, c'est-à-dire le contraire de l'idéal sioniste des pères fondateurs.* ». Voilà qui a le mérite de la clarté. Macron n'a aucunement en tête les droits ni les souffrances des Palestiniens, mais bien le devenir de l'État colonial sioniste génocidaire, dont il tente de convaincre les dirigeants que sa ligne est meilleure que la leur, mais en plus il fait preuve d'un mépris raciste profond en prétendant que si les Juifs sont minoritaires, l'État, prétendument démocratique, ne le serait plus. Dans la bouche de Macron, le mot

« Juifs » désigne essentiellement les émigrants européens venus coloniser la Palestine ou leurs descendants. Donc que les habitants autochtones de la Palestine soient majoritaires impliquerait la fin de la démocratie, les Palestiniens n'étant pas, aux yeux de Macron, des démocrates. Non seulement, il s'agit d'un soutien évident à la colonisation de substitution, mais cela éclaire encore plus sur les intentions de Macron, qui selon sa norme de pensée, ne peut pas défendre des gens qui ne seraient pas pour ce qu'il appelle la « démocratie ».

Cerise sur le gâteau, Macron a déclaré le 23 septembre : *« Israël aura son mot à dire sur la composition de tous les membres de l'autorité palestinienne de transition à Gaza »*. C'est, en quelque sorte, la version coloniale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Et, pourtant, en France, la « gauche » se réjouit

La « gauche », toutes tendances confondues, malgré ses divergences, affiche une belle unanimité, des socialistes sionistes affichant le drapeau de l'État colonial aux côtés de celui de la nation occupée et colonisée aux militants du PCF affichant leurs liens avec ce qui reste de l'OLP, en passant par les caciques de LFI, qui pensent que la décision de Macron illustre un rapport des forces favorable en France. Cette unanimité se traduit par l'idée que le 22 septembre serait une « journée historique ».

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon a pu déclarer sur X : *« Merci aux millions qui ont lutté des années durant pour l'existence de l'État de Palestine. Merci aux millions qui se sont mobilisés contre le génocide depuis deux ans. Ce jour est leur victoire d'étape. »*.

Quant à Stéphane Peu, président du groupe de députés du PCF, évoque à l'Assemblée nationale, devant le micro de la chaîne LCP, *"l'immense satisfaction"* de son groupe après le discours de Macron aux Nations unies, et dit avoir été *"très ému, à titre personnel, par le discours du président de la République."*

On trouve même des militants d'associations de solidarité avec la Palestine regretter que pas un seul député du « bloc central » n'ait apporté son soutien à Macron, face aux attaques des défenseurs de Netanyahu, que certains l'aient même critiqué et que les seules villes qui ont accompagné son acte de reconnaissance en hissant le drapeau soient de gauche.

Enfin, le dessin de la Une de *L'Humanité* du 22 septembre a été sujet à de vives critiques sur X. Il montre une femme palestinienne de face, laissant échapper une larme, enlacée par une Marianne de dos, arborant un keffieh, le tout surmonté d'un gros titre : « Enfin ! ». Les critiques ont porté sur le rôle de Marianne dans cette affaire, alors que l'État français ne fait rien contre le génocide, soutient les sionistes en vendant des armes et en réprimant les manifestants favorables à la libération nationale de la Palestine.

La controverse qui a suivi est essentielle. Pour ceux qui ont réagi, Marianne est un symbole colonialiste. Pour les militants sincères du PCF qui ont répondu, Marianne avec le bonnet phrygien symbolise la Révolution, ou encore *« Marianne, c'est le peuple, c'est la République, rien à voir avec les ventes d'armes »*.

Il y a un vaste débat sur lequel nous reviendrons concernant le rapport du mouvement ouvrier à l'État impérialiste. Mais, il est bien clair que cette « reconnaissance » n'émane pas du « peuple français », mais bien du fondé de pouvoir des multinationales, donc de l'État capitaliste français. De cet État impérialiste qui fut l'une des deux plus grandes puissances coloniales, qui colonise toujours la Kanaky, et tous ses DOM/TOM, soutient la colonisation du Sahara occidental, comme celle de la Palestine, la fausse reconnaissance d'un bantoustan démilitarisé ne changeant rien à l'affaire, bien au contraire.

Qu'en pensent les Palestiniens ?

L'autre réponse des militants du PCF a consisté en rappelant le combat historique de « ce dernier pour la Palestine », en exhibant une lettre de la direction de « l'OLP » remerciant les militants de ce parti. Ce fut dit avec un leitmotiv, les gens qui critiquent sont chez eux, hors du réel, mais les Palestiniens sont heureux et c'est à eux de décider, à preuve la lettre de l'OLP, la réaction de l'ambassadrice de Palestine et celle de Mahmoud Abbas. En oubliant peut-être que ce dernier dans son allocution de réaction au cirque de Macron a, une nouvelle fois, demandé au Hamas de déposer les armes, autant dire de faire sauter le dernier obstacle à la « solution finale » du génocide.

Il y a là une grosse confusion sur laquelle il faudra revenir, car elle tient au rapport du PCF et encore plus de la « gauche » en général aux questions de la colonisation depuis l'après 1945. Abbas n'est pas les Palestiniens. Il est vrai qu'il est reconnu comme leur porte-parole par toute la gauche en France, et par tous les États qui ont reconnu la Palestine. Mais, c'est un leurre !

Abbas est juste un vieux bourgeois corrompu, qui collabore avec l'État colonial sioniste depuis des lustres. Rappelons ce que disait récemment Georges Abdallah à propos de l'Autorité palestinienne : *« Il est inacceptable qu'il y ait environ 60 000 combattants à plein temps au sein de l'Autorité Palestinienne dont la tâche se limite à la coordination sécuritaire avec Israël. Et quand nous parlons d'unité nationale, de quelle unité parlons-nous ? »*

Une unité dans laquelle 60 000 combattants pourchassent les Fedayin et les livrent à Israël, contre ceux qui voient leurs enfants mourir de faim et continuent à brandir le drapeau. ».

Pour la plupart des Palestiniens de Gaza qui en ont parlé, cette reconnaissance est vraiment tardive. Ainsi Rami Abou Jamous, journaliste palestinien de Gaza a déclaré : *« Ils ont attendu qu'Israël nous anéantisse pour reconnaître la Palestine et nous organiser une cérémonie d'adieu à l'ONU. [...] On nous reconnaît au moment où nous nous éteignons. C'est comme dire à quelqu'un sur son lit de mort : maintenant tu existes ».*

Cette position est également celle de Gideon Lévi, le journaliste de Haaretz qui combat le génocide et la situation coloniale : *« La reconnaissance de l'Etat palestinien n'est qu'un vœu pieux que les gouvernements européens hésitants et faibles utilisent pour montrer à leur public en colère qu'ils ne gardent pas le silence. [...] Il faut une dose incroyable d'optimisme et de naïveté pour croire que la reconnaissance est encore pertinente. Jamais la période n'a été aussi mauvaise ; la reconnaissance est aujourd'hui un sifflement dans le noir. ».*

Enfin, Abdallah Silawi de *Boussole Palestine* a interpellé le mouvement de solidarité avec la Palestine en soulignant que *« reconnaître un micro-État palestinien et cibler Netanyahu sont deux stratégies aboutissant à contenir notre mouvement, à préserver les intérêts sionistes et maintenir l'hégémonie occidentale ».*

Il est donc tout à fait permis de douter que les Palestiniens apprécient vraiment le « geste » de Macron. Et ce d'autant plus que tous ceux qui se réjouissent de la fausse reconnaissance ont une analyse qui ne tient absolument pas compte de la situation coloniale en Palestine, ni des tactiques différentes dans le camp impérialiste occidental.

Deux tactiques pour les impérialistes, mais un même but

Il faut se demander pourquoi on voit fleurir les mots d'ordre autour de « la reconnaissance de l'État palestinien » dans plusieurs pays occidentaux, avec même des gouvernements qui la mettent en place.

Même si à première vue cela pourrait paraître avoir une portée symbolique positive, cette perspective n'est rien d'autre qu'un outil pour imposer à nouveau l'horizon de la stratégie de « la solution à deux États ». Car les droits nationaux et sociaux du peuple palestinien, tel que le droit au retour des réfugiés, ne seraient pas renforcés par cette reconnaissance. Au contraire, elle ne ferait que justifier et normaliser une fois de plus la division de la Palestine et la colonisation sioniste.

L'écrivain et révolutionnaire palestinien Ghassan Kanafani écrivait en 1971 au lendemain de la défaite de Septembre Noir : *« Proposer "l'État palestinien" en ce moment et de cette manière vise à isoler sérieusement la résistance et à saper sa base populaire de masse. C'est le moyen d'imposer la reddition au peuple palestinien, car une telle capitulation ne peut être imposée tant que le mouvement de résistance est capable de maintenir sa position de seul représentant de sa volonté. ».*

Il faut bien comprendre que l'acharnement de l'Autorité Palestinienne à rechercher la reconnaissance diplomatique d'un État palestinien imaginaire sur une fraction de la Palestine historique n'est qu'une stratégie de désespoir de la part d'une direction palestinienne qui est à court d'options, a perdu sa légitimité et est devenue un obstacle sérieux sur la voie du rétablissement de leurs droits par les Palestiniens.

Aujourd'hui, l'opération génocidaire impérialo-sioniste à Gaza se poursuit mais n'a toujours pas réussi à imposer la capitulation aux organisations qui s'y opposent. Dans ce contexte, on voit émerger des contradictions inter-impérialistes à propos de leurs objectifs tactiques à court et moyen terme.

D'un côté, le bloc États-Unis/entité sioniste considère que la reddition palestinienne passe par l'intensification de l'offensive génocidaire à Gaza en utilisant tous les moyens à sa disposition. Cela a pour effet de provoquer un certain isolement avec ses propres alliés, comme en témoignent les réactions occidentales qui ont « dénoncé » en parole le lancement de l'opération terrestre à Gaza City en septembre 2025.

De l'autre, le rôle de l'impérialisme français et des régimes réactionnaires arabes, à leur tête l'Arabie Saoudite, tentent d'imposer une voie alternative en faisant la promotion d'une issue diplomatique visant à liquider la cause palestinienne.

C'est comme cela qu'il faut comprendre la séquence ouverte par la résolution franco-saoudienne votée par l'Assemblée générale de l'ONU le 12 septembre et les reconnaissances de la part de pays impérialistes occidentaux qui ont suivi. Cette reconnaissance n'est pas la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien sur sa terre. Elle n'est que la reconnaissance de l'exercice du pouvoir de l'Autorité Palestinienne sur 22% de la Palestine historique (et en réalité à peine 10%). Qui plus est une fausse reconnaissance, puisque, nous l'avons dit, il s'agit d'un État démilitarisé. Le but de Macron et de Ben Salmane est d'imposer la gestion des territoires palestiniens par une frange de la bourgeoisie *compradore* palestinienne et arabe, mais aussi de généraliser la normalisation dans la droite ligne des Accords d'Abraham de 2020.

En ce sens, la Déclaration des Nations Unies votée par 140 pays le 12 septembre dernier à New-York souligne leurs réelles intentions : désarmer et isoler la Résistance, l'exclure de toute administration de Gaza avec comme perspective stratégique un micro-territoire démilitarisé, dépendant économiquement de l'occupant, un bantoustan permettant de liquider les aspirations du peuple palestinien.

Le fait que les États-Unis, l'État colonial sioniste et leurs alliés s'y soient opposés souligne seulement leur désaccord tactique sur les moyens à utiliser pour éradiquer la cause palestinienne. Le but reste le même : en finir avec les aspirations à la libération nationale des Palestiniens, et avec l'idée même de Palestine.

En conclusion

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, seule la Résistance du peuple palestinien, sous toutes ses formes, y compris armée et la solidarité internationale des travailleurs et des peuples permettront la libération de la Palestine. Nous n'attendons rien de l'ONU, comme probablement la plupart des Palestiniens. La Résistance ne peut compter que sur ses propres forces et l'immense solidarité des peuples.

Mais les masques tombent. Le rideau de la pseudo solution à deux États est désormais déchiré. Quant aux reconnaissances elles ne sont que la mise en place d'une tactique différente pour un même but par certaines puissances impérialistes. Personne ne peut plus dire qu'il ne voit pas ce qui est derrière : le désarmement de la Résistance, les miettes laissées aux Compradores, un contrôle de la pensée des Palestiniens, un bantoustan soumis à l'État colonial sioniste.

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, un discours clair, anticolonialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il n'est pas possible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'État colonial d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix. La « gauche » qui réclame le maintien de l'entité sioniste, qui se réjouit du coup de Trafalgar de Macron, ne peut être d'aucun secours dans ce combat.

A cet égard, nous saluons une nouvelle fois le travail de la Campagne Unitaire pour la libération de Georges Abdallah qui a permis que le mouvement pour la libération nationale de la Palestine soit amplifié et affermi. Nous en profitons pour rappeler notre position au sujet de la Campagne Unitaire.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la « Campagne unitaire » doit perdurer et se fixer l'objectif de devenir le lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».